

## Chapitre 9: La Guerre en Libye

Nous devons faire un retour sur la guerre en Libye menée entre autres par la France. Car je vais essayer de montrer que nous, Français, nous sommes bien égarés dans cette action. Nous nous sommes même mis dans le cas ultime d'égarement : l'inversion.

Dans ce chapitre je m'adresse en particulier au lecteur français. Mais c'est un cas d'école pour tout le monde. Voici dans un premier temps, les faits que tout le monde accepte.

Les représentants de la France ont jugé un homme comme mauvais et nous nous sommes en conséquence donné le droit de l'abattre et de mettre à feu et à sang son pays et son peuple. Avant notre intervention, le peuple libyen avait accédé à la prospérité, malgré un blocus international de plusieurs années. C'était le pays le plus développé d'Afrique avec un revenu par habitant similaire à l'Argentine. Il faut noter aussi que la Libye avait en réserve 200 Milliards de dollars composés d'actifs et de réserves dans des banques internationales. Cela paraît énorme, mais c'est ce que la France donne en 4 ans en intérêts de la dette, ce que ne faisait pas la Libye qui avait sa souveraineté monétaire.

Et après notre passage, il y a un pays ravagé, des milices terroristes lourdement armées, 3 gouvernements concurrents, une guérilla permanente toujours active 8 ans après. La production de pétrole du pays est au tiers d'avant la guerre à cause des sabotages.

Combien de morts? On ne le sait pas vraiment. Il semblerait que les 26 000 bombardements de l'OTAN et le soutien actif aux insurgés aient fait au moins 50 000 morts au moment de la fin du régime officiel représenté par Mouammar Kadhafi en Octobre 2011.

Viennent ensuite tous les meurtres des milices terroristes qui se sont installées et qui terrorisent encore la population, les obus de l'OTAN à l'uranium appauvri qui déclenchent des maladies respiratoires et cancéreuses, des enfants avec des malformations. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés, des massacres de populations de race noire.

L'arsenal militaire de la Libye a été disséminé dans tout le Sahel. De nombreux Africains désespérés, peut-être plus de 100000, qui s'embarquent sur des embarcations légères pour fuir et traverser la méditerranée.

N'y a t-il pas déjà un gros problème rien que sur ces faits? Il faut avoir le courage d'en savoir un peu plus. Oui, mes chers compatriotes, on a détruit un pays et son leader a été sauvagement assassiné. Et la vie continue comme s'il ne s'était

rien passé. Oui, j'insiste, car plusieurs personnes que j'ai pu interroger ne sont pas du tout autant choquées que je le suis, en 2011 et encore aujourd'hui en 2019. Il y a une certaine indifférence ou même un mépris pour Kadhafi.

Et dans les médias, c'est aussi proche de l'indifférence, on parle éventuellement d'un bilan négatif de cette opération. Parfois une voix s'élève, et évoque un problème ou même un gros problème, mais aucun temps n'est accordé pour développer. C'est sans le moindre écho. Par contre, on parle beaucoup plus de financement illégal de campagne électorale par la Libye.

Mon sentiment est qu'il y a eu un consentement de la majorité de la population à ce qui s'est passé. Même s'il y a aujourd'hui une conscience que le bilan est négatif, il n'y a pas de remise en cause qu'un consentement général ait été donné pour cette action. Des sondages à l'époque affirmaient que deux tiers de la population approuvait. Je pense que si des circonstances similaires se reproduisent, ce consentement général serait hélas encore donné. Je ne dis pas que les Français sont des belliqueux, mais ils se laissent égarer et laissent faire des abominations.

Voyons comment nos dirigeants, qui se sont positionnés en juges de morale sur l'un de leur pair, se sont comportés. J'attire l'attention du fait que je ne veux pas porter un jugement sur une personne, mais une évaluation des actes de personnes dans le cadre de fonctions bien particulières. Celles de représentants du peuple.

Dans la constitution française, article 3, il est dit : *“La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants”*. Donc, c'est bien le peuple qui est responsable de ce que fait la France. Il est donc légitime que le peuple évalue l'action de ses représentants qui agissent en son nom. Surtout dans le cadre d'une action dramatique : la destruction d'un pays et le meurtre de son représentant.

Cela commence à l'ONU, par le vote de la résolution 1970 le 20 Février 2011, pour imposer des sanctions à la Libye. On a besoin de preuves. Pour cela, on a écouté un homme Libyen expatrié qui vient de rejoindre une organisation nouvellement créée: le CNT (Conseil National de Transition). Cet homme, inconnu de tous sauf peut-être des services secrets, porte de très graves accusations contre un régime en place depuis plus de 41 ans: génocides et crimes contre l'humanité. Des vérifications élémentaires sont nécessaires. Mais devant l'horreur des éléments rapportés, on peut comprendre qu'il faille faire quelque chose. Ce qui peut expliquer les résolutions du conseil de sécurité 1970 et 1973, qui vont au maximum, et même au-delà, du respect du droit international. Car le droit international empêche l'ingérence dans des affaires internes d'un pays. Il y a tout de même une interdiction de vente d'armes à la Libye, une saisie des comptes bancaires et avoirs de tous les dirigeants et des comptes qui sont au nom d'organisme d'État qu'ils pourraient utiliser, une inculpation de Kadhafi à la cour pénale internationale (CPI) et un mandat autorisant la force pour protéger un espace aérien.

La France a été à l'initiative de ces résolutions. Tout cela sans la moindre vérification. On est typiquement dans un cas de principe d'égarement numéro 1: Émouvoir fortement pour passer un message. Le message étant : il faut se débarrasser de Kadhafi.

Ainsi, la France s'est complètement égarée : elle a agi sous l'emprise d'une émotion. Nous avons cru les accusations d'un groupe d'opposants sans la moindre vérification et nous avons exigé et obtenu des sanctions.

Quelques jours passent. Soit on est honnête et on étudie ce qu'affirment les accusateurs, on se renseigne sur leurs intentions et leurs parcours... et on reconnaît son erreur. Soit on cache son forfait en donnant de la crédibilité aux accusateurs dont on ne savait rien. Il faut aussi envisager l'option que nos représentants savent qui sont ces accusateurs. Ils ont tout de même des services de renseignement à leur disposition. Mais ils savent alors que ce ne sont pas du tout des démocrates pour l'essentiel, et probablement on sait même qu'ils ont menti sur les massacres rapportés à l'ONU.

Ainsi le 10 Mars, la France choisit de donner de la crédibilité aux accusateurs en reconnaissant officiellement la légitimité du CNT à représenter le peuple libyen. Cela est une honte pour la France de masquer son erreur d'avoir calomnié Kadhafi, en validant des choses fausses ou non vérifiées mais en plus nous livrons le peuple Libyen à un régime autocratique, dans le meilleur des cas. C'est-à-dire que ce groupe de Libyens ne représente que les personnes qui le composent ... dans l'hypothèse la plus favorable. Le cas le plus probable est qu'ils agissent pour des intérêts inavouables. Dans de telles circonstances, il ne faut pas espérer autre chose qu'un groupe soumis à des colonisateurs. Ainsi la France est le premier pays à reconnaître le CNT comme le seul gouvernement légitime de la Libye. Cet acte ne peut pas trouver d'excuses, même la stupidité doublée de la naïveté qui aurait pu être évoquée avant, sur notre comportement à l'ONU. Nous allons assister ensuite à l'égarement total, par le principe numéro 6: le doigt dans l'engrenage. En effet, nos erreurs ou forfaits, vous choisirez le terme le plus approprié selon votre appréciation, auraient pu avoir des conséquences limitées grâce au respect du droit international. Mais au lieu de le respecter, la France l'a enfreint.

Le mandat de l'ONU est de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'activités aériennes. 'No Fly zone'. Kadhafi décrète un cessez-le-feu et la fermeture de l'espace aérien libyen le 18 Mars pour se conformer à la résolution de l'ONU 1973 votée la veille. Kadhafi est prévenu, il risque d'avoir des avions abattus s'il s'en sert contre sa population. Donc dans le pire des scénarios, on abat des avions militaires ... en vol. Pourtant le 19 Mars le président Français réunit à Paris ses partenaires pour annoncer la décision de bombarder la Libye. Sur la chaîne de télévision du service public français, à l'heure de grande écoute, le ministre des affaires étrangères explique à quel point tout le monde est d'accord avec la France sur le fait que Kadhafi est terrible pour son peuple. Mais une phrase lui échappe : "Ce n'est pas inscrit dans la résolution du Conseil de sécurité qu'il doit s'en aller mais il est bien évident que le but de tout cela est de permettre au peuple libyen de choisir son régime. Je n'ai pas le sentiment qu'aujourd'hui son choix se porterait sur le colonel Kadhafi".

Comprenez-vous comme moi, que tout ce qui a été entrepris pour mobiliser la communauté internationale n'a qu'un but : faire partir Kadhafi, peu importe le droit et la communauté internationale? Son sentiment prime sur la raison et la vérité.

Ce qui est ironique, voire tragique, c'est que dans ce journal télévisé, on montre des images, à Benghazi en Libye, d'un avion de chasse qui survole la ville et qui est abattu. Le journaliste précise qu'il ne s'agit pas d'un avion de Kadhafi mais qu'il fait partie des forces rebelles. Une nouvelle contradiction dans la version que Kadhafi s'attaque à des populations pacifistes demandant la démocratie. Chers amis Français qui manifestez votre désespoir en gilet jaune, pouvez-vous imaginer, quelque soit votre détermination ou vos intentions, vous retrouver à bord d'un avion de chasse survolant une métropole?

Ainsi on attaque la Libye. Y a-t-il eu des avions libyens en vol? Un bombardement ne peut toucher que des avions au sol. On ne peut pas bombarder des avions en vol. C'est un viol du mandat de l'ONU. Aucun consensus international ne nous a autorisés à faire cela. On a donc attaqué un pays étranger sans déclaration de guerre! Ne pas déclarer la guerre avec les causes spécifiées empêche toute possibilité de dialogue et de médiation. On se met dans une situation où on veut la guerre et rien ne doit nous en empêcher. C'est une violation des lois écrites et admises de la guerre depuis des temps anciens.

La France a commis une grave transgression. Avez-vous conscience que l'on pourrait légitimement nous attaquer pour cette raison? Donc, avec les premiers bombardements, nos représentants sont tombés plus bas que la personne qu'ils veulent juger: non-respect du droit international avec non-déclaration de guerre et non-respect d'un mandat de l'ONU. Tout ce que disent et font ces représentants est donc suspect. Chers Français, votre devoir moral est de faire un effort pour savoir ce qu'il s'est passé et de chercher d'autres versions que celle que les médias et les politiciens nous ont servie.

Très vite, l'aviation de Kadhafi a été anéantie. Mais, nous avons continué à bombarder, pour une durée indéterminée. Ce que les services secrets ne pouvaient officialiser pour ne pas désavouer leurs dirigeants, des ONG (organisations non gouvernementales), et des groupements d'experts l'ont fait en allant sur place enquêter. Il n'y a eu aucun massacre de civils, mais des groupes armés ont attaqué à l'arme lourde les symboles du pouvoir libyen. Vous pouvez, par exemple, consulter le rapport d'experts internationaux du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement) qui envoie une mission sur place en Avril 2011 et publie en Mai 2011 son rapport "Syrie:un avenir incertain". Mais les médias français restent sur la même ligne d'un Kadhafi massacrant son peuple. Cependant, à l'étranger cela pose des questions. On ne peut plus se cacher derrière des sentiments. Le ministre français des affaires étrangères déclare le 16 Juin 2011 en Algérie à Alger: "Il est exact que les résolutions de l'ONU ne demandent pas le départ de Mouammar Kadhafi, mais nous, nous le demandons ". Qui est le dictateur? Qui bafoue le droit international? Qui bombarde des populations innocentes depuis plusieurs mois? Qui permet aux milices terroristes de sévir sur toute la population? Nos représentants et l'ensemble des médias ont menti et mentent alors à la population française. Ils sont complètement entraînés dans l'engrenage de l'égarement et essaient d'entraîner tout le pays avec eux. Un retour en arrière n'est plus envisageable. Il faudrait pour

cela reconnaître ses torts et les lourdes conséquences que cela implique. Mais il y a des morts, beaucoup de morts et des dégâts considérables.

A ce stade, est-ce que leur conscience peut se réveiller et envisager des réparations? Est-il possible de dire “ça suffit, on n’en a assez fait, on se retire”? Mais si on laisse le pouvoir libyen se défendre et rétablir l’ordre, les rebelles seront arrêtés et identifiés. On découvrirait qu’ils n’ont rien à voir avec le peuple libyen, qu’il n’y a pas eu de massacres par Kadhafi. Viendra le temps des enquêtes et des questions.

Le changement de régime est donc une nécessité pour les représentants de la France. Alors les politiques et les médias nous égarent par le principe numéro 3: La répétition. On répète encore et encore que Kadhafi est un monstre et une avalanche de fausses informations sont déversées pour nous en convaincre. Et toute la machine de guerre française est sous la gouverne d’une seule personne, le président de la République française. Nos institutions lui donnent les moyens gigantesques dont dispose l’armée pour agir... pendant trois mois. Mais Kadhafi résiste. Le régime résiste... au-delà de ces 3 mois.

Donc, le mécanisme qui permet d’arrêter une guerre s’enclenche au bout de 3 mois. L’assemblée nationale est composée de 577 députés, représentants chacun une des circonscriptions du pays. Ces députés votent les lois et ont des moyens d’enquêtes et des attachés parlementaires, leur permettant d’étudier les dossiers qu’ils votent. L’assemblée doit donc voter la poursuite ou non de la guerre. Et bien elle l’a fait. Elle a demandé au président et à son gouvernement de continuer l’anéantissement du régime libyen. Il faut le noter, avec un score de plus de 95%, ils ont soutenu ou ont laissé faire, et seuls, 4,67% ont dit non. Ce n’est donc pas un homme qui a failli mais un système. Il faut donc aussi noter cette date: le 12 Juillet 2011, les représentants du peuple français ont plébiscité l’inconscience du président s’acharnant à ravager un pays.

Le parlement britannique, pour sa part, a enquêté et s’est nettement désolidarisé du Premier Ministre de l’époque, mais 5 ans plus tard. Le rapport dénonce des décisions basées sur des fausses informations et sans prévoir leurs conséquences. Voici le résumé extrait du rapport:

“En mars 2011, le Royaume-Uni et la France, avec le soutien des États-Unis, ont amené la communauté internationale à soutenir une intervention en Libye visant à protéger les civils des attaques des forces loyales à Mouammar Kadhafi. Cette politique n’a pas été éclairée par des renseignements précis. En particulier, le Gouvernement n’a pas permis d’identifier que la menace pesant sur les civils était exagérée et que les rebelles comprenaient un élément islamiste important. À l’été 2011, l’intervention limitée visant à protéger les civils avait basculé dans une politique opportuniste de changement de régime. Cette politique n’était pas étayée par une stratégie visant à soutenir et à façonner la Libye post-Kadhafi. Il en résulta un effondrement politique et économique, des guerres entre milices et entre tribus, des crises humanitaires et migratoires, des violations généralisées des droits humains, la prolifération des armes du régime de Kadhafi dans la région et la croissance de l’EIL en Afrique du Nord. Par sa prise de décision au travers du

Conseil de Sécurité Nationale, l'ancien Premier ministre [...] était en définitive responsable de l'échec de l'élaboration d'une stratégie cohérente pour la Libye.”

Nous allons maintenant mettre en perspective la signification de cet acte. Il me faut maintenant vous parler de la Rome antique, et de sa fin. L'empire romain était un immense empire s'étendant tout autour de la mer méditerranée et allant jusqu'en Angleterre. A partir du Ve siècle, l'empire se réorganise pour gérer son immensité. Il se crée deux entités : l'empire romain d'Orient et l'empire romain d'Occident. Mais, en moins d'un siècle l'empire romain d'Occident disparaît alors que celui d'Orient survivra plus d'un millénaire. On retient 476 comme date de disparition de l'empire romain d'Occident, mais, cette date est seulement l'abdication d'un empereur romain âgé de 14 ans, dont personne ne prête attention. C'est un non-événement. C'est juste que l'on constate, a posteriori, qu'à cette date, rien ni personne ne pourra plus incarner la grandeur de Rome. Pourtant peu de temps avant, Rome a survécu au pillage de la capitale en 410. Rome a dû ensuite affronter et mettre au pas des rebellions des peuples dans toute l'Europe de l'ouest. Rome a dû en même temps faire face aux invasions barbares et aux Huns d'Attila. Et Rome est sortie vainqueur de toutes ces épreuves. On est alors en 453. Comment Rome a-t-elle réussi? La réponse est simple: en étant Rome. Dans son essence même. C'est-à-dire une puissance basée sur son armée, son art militaire. Cet art reposait sur des innovations techniques avec des armes sophistiquées, de la discipline, des techniques de combats et de grands stratèges. Rome avait aussi développé une civilisation avec des techniques de constructions, la maîtrise du traitement des eaux avec aqueducs et égouts, et un système politique représentatif avec, à sa tête, un empereur. L'armée soumettait les peuples et leur proposait l'intégration de leur culture avec la civilisation romaine dans des provinces que l'armée romaine protégeait. Et cette grandeur de Rome a été parfaitement incarnée par le généralissime Flavius Aetius de 430 à 454. C'est lui qui est à la tête de l'armée de l'empire romain d'Occident et qui soumet les peuples et négocie leur vassalité dans l'empire. Il défait l'armée des Huns avec une armée moins nombreuse et composée principalement de peuples qu'il a fédérés peu avant. Pourtant les Huns étaient des guerriers très vigoureux et qui inspiraient la terreur. L'Histoire nous dit qu'avant la bataille décisive Attila et son armée avaient sillonné et ravagé la Gaule. Mais grâce à la prière de Sainte Geneviève, Paris avait été épargnée. Aetius par sa victoire avec une armée estimée inférieure met en lumière ses grandes qualités de stratège. Il surprend tous les témoins en épargnant la vie d'Attila et en laissant aux Huns la possibilité de se retirer. Les Huns n'attaqueront plus Rome ensuite. Peut-être Attila a-t-il été transfiguré par la noblesse d'âme d'Aetius, comme Jean Valjean, le héros du roman *Les Misérables* de Victor Hugo, trouve la rédemption par l'intervention de Monseigneur Myriel.

Aetius rentre à Rome avec un butin extraordinaire et l'allégeance de tous les peuples de l'Empire. Il est le sauveur de l'Empire, il incarne l'Empire. Mais le pouvoir politique ne voit pas cette aura d'un bon œil. L'empire est redevable à Aetius. Il pourrait facilement prendre le pouvoir politique. Alors l'empereur l'assassine de sa

propre main. Sans en avoir conscience, il vient de tuer l'idée sur laquelle repose Rome. Le représentant du pouvoir politique tue le représentant de l'armée. Le bénéficiaire tue le garant de son pouvoir et de la gloire de Rome. Pour prendre une métaphore avec le corps humain, on a une maladie auto-immune fulgurante qui est déclenchée. Le corps s'auto-détruit. Une cassure soudaine et franche sépare alors les deux organes du régime romain. Et les politiques à Rome ne réagissent pas devant cette transgression ultime. Qui va aller soumettre un peuple ne voulant plus payer l'impôt à Rome? Est-ce que l'armée va pouvoir expliquer que l'organisation politique de Rome est vertueuse et que les fédérés ont intérêt à s'intégrer dans l'Empire, à prêter allégeance à l'empereur? Non, c'est maintenant impossible pour l'armée poignardée. Mais le mal ne se limite pas à la gestion des provinces. L'armée est attaquée en son coeur par le pouvoir politique et va se défendre et contre-attaquer contre son nouvel ennemi mortel. Mais, il y a encore plus grave. Qu'est ce qui va unir le système politique et convaincre le peuple romain de le soutenir maintenant qu'on a tué l'idée de la grandeur de Rome? Comprenez-vous que l'empire a perdu son âme avec cet acte? Sa disparition est inévitable et un ennemi plus fort n'est même pas nécessaire. Comment en est-on arrivé là? Le pouvoir politique était apparemment faible, en particulier son chef, l'empereur. Sa faiblesse morale était visible depuis longtemps. Son comportement avec sa sœur, à qui il a interdit d'avoir des héritiers et de fréquenter des hommes, avait eu pour conséquence que celle-ci a demandé de l'aide à Attila. Celui-ci crût qu'il pourrait récupérer la Gaule en échange de cette faveur. Cela a ensuite abouti à l'invasion dans l'empire des Huns d'Attila. Ce comportement mettait déjà en évidence les conséquences dramatiques des actes immoraux de l'empereur. Mais la puissance militaire et Aetius avaient sauvé la faiblesse des politiques. Au lieu de se remettre en cause, les politiques se sont mis à craindre Aetius, à le critiquer et le calomnier lourdement. Le climat était donc propice à l'assassinat d'Aetius. L'empereur n'a pas eu conscience de ce qu'il faisait. L'Histoire nous dit qu'il s'est ensuite interrogé sur le bien-fondé de son acte et a demandé l'avis d'un romain qui lui a répondu "Je ne sais si vous avez bien ou mal fait, mais je sais que, de la main gauche, vous vous êtes coupé la droite". Mais contrairement au pouvoir politique, quand une armée est faible, le feu de la guerre le met tout de suite en évidence. L'armée était forte, avec des grands stratèges, des hommes fidèles jusqu'à la mort, au moins pour une génération. Au bout de 6 mois, des militaires proches d'Aetius le vengent et tuent l'empereur. Le successeur d'Aetius, n'aura de cesse que de garder le contrôle sur le pouvoir politique, en tuant les empereurs si nécessaire. La gravité de tuer l'âme d'une civilisation n'a pas été identifiée à l'époque et ne l'a probablement pas été encore aujourd'hui, bien qu'Aetius soit reconnu comme le "dernier Romain". Mais qui connaît Aetius de nos jours?

L'empire romain d'Occident disparaît mais une tendance de fond s'est installée dans tout l'Occident. L'idée de fraternité universelle et de salut de l'âme par la justice que véhicule le christianisme a touché toute la population de tous les peuples. Les dirigeants vont alors rejoindre leur peuple derrière ces aspirations et prêter une

allégeance spirituelle au pape, l'évêque de Rome. La France, ainsi que d'autres pays en Occident, est née sur ces nouvelles bases à la suite de l'empire romain.

Maintenant, pour essayer de comprendre la portée de l'action de la France sur la Libye, il faut songer à prendre un peu de recul. Pour cela il faut considérer le travail de Patrick Mbéko dans son livre "Objectif Kadhafi". De même qu'il est nécessaire de comprendre les campagnes militaires d'Aetius pour comprendre la signification de son meurtre, de même nous avons besoin de comprendre l'action de Kadhafi avec la Libye dans les années qui ont précédées son assassinat. Patrick Mbéko nous livre l'enquête qu'il a menée sur le Guide libyen. Depuis sa naissance, jusqu'à sa mort et l'état de la Libye 5 ans après. Tout ce qui a été dit et publié au sujet de Kadhafi a été référencé et sourcé. Certains témoins ont été interrogés. Nous pouvons ainsi avoir les décisions et déclarations des hommes politiques occidentaux dans les médias, les décisions et dépositions de justices, le rappel des événements, les explications que des agents de renseignements donnent dans la publication de leurs mémoires, les archives officielles ou déclassifiées, le point de vue des opposants, d'avocats sur les litiges, une étude approfondie des faits qui sont reprochés à Kadhafi. Ainsi, avec un minimum d'interprétation mais un travail d'enquête et d'analyse approfondies, apparaît clairement la désinformation que subit la population d'Occident par ses médias, impliquant aussi des sociétés de communication en relations publiques et même parfois des services de renseignements. On découvre que depuis 42 ans tous les éléments nous ont été montrés de manière biaisée, certains sont totalement faux et que beaucoup d'éléments essentiels disculpant la Libye nous sont passés sous silence. C'est à se demander si les agences de communications et les services de renseignements ne travaillent pas directement dans les médias.

On découvre ainsi un Kadhafi grandissant dans un pays parmi les plus pauvres du monde. Son pays a pourtant des ressources pétrolières générant des richesses extraordinaires pour les étrangers et quelques rares Libyens pendant que la population vit dans l'indigence. Kadhafi est outré par cette spoliation et cette misère. Il n'est évidemment pas le seul à rêver de Justice. Il fédère un groupe de jeunes, inspirés par des idées du président arabe égyptien Nasser pour renverser l'ordre établi. Kadhafi se base sur les valeurs morales, renforcées par sa religion de l'Islam. C'est comme cela qu'il recrute et fait recruter les membres de son groupe. Il est fidèle à ses valeurs et a ainsi la confiance et le respect des autres. Le groupe s' enrôle dans l'armée et prend le pouvoir en 1969 sans aucun soutien de l'étranger, et presque sans résistance. Kadhafi a 27 ans et les membres de son groupe ne sont guère plus âgés que lui. Ils ont des grands rêves et des grandes ambitions pour la Libye mais il partent de rien, personne ne les connaît et d'autres veulent prendre leurs places par tous les moyens. Kadhafi va s'avérer un négociateur exceptionnel. Il obtient progressivement tout ce que la Libye est en droit d'avoir légitimement. Sa force réside dans le respect de ses interlocuteurs et son indépendance. Son régime n'est redevable de personne. Il sait que son pays n'a pas la technologie pour extraire les ressources de son sous-sol, la seule richesse dont il dispose à court terme. Il souhaite des partenariats qui profitent à toutes les parties, en particulier la Libye qu'il

représente et dont il défend les intérêts infailliblement. Après avoir pris le contrôle des institutions du pays, son régime, tout en collaborant avec les sociétés étrangères, va empêcher la présence de bases militaires étrangères et prendre le contrôle des sociétés d'exploitations pétrolières intervenant en Libye. En même temps, il redistribue une grosse partie de la rente pétrolière dans des programmes sociaux et l'éducation. Il fait aussi beaucoup de dépenses militaires. Il est dans un cercle vertueux pour la Libye, ce qui lui permet d'exiger une hausse du tarif perçu sur un baril. Cela donne des idées aux autres pays exportateurs de pétrole et impacte significativement les cours mondiaux. Kadhafi, apparaît alors comme une menace très sérieuse pour l'Occident. Et il n'est pas non plus sous l'influence soviétique. Il est donc incontrôlable et imprévisible. Dans ce livre, nous découvrons un aspect très important de Kadhafi. C'est la vision qu'il a de son pays. La Libye est délimitée par les partages des empires coloniaux où se trouvent quelques tribus. Elle prend son indépendance en 1951 avec un régime monarchique mais est sous l'influence anglo-saxonne militaire et pétrolière. Kadhafi voit son pays comme la double appartenance à l'Afrique et au monde arabe musulman. Il aurait aimé fusionner son pays avec l'Egypte si le régime devait être nassérien. Ainsi son souhait de développement ne se limite pas à la Libye, mais à tous ses frères africains et arabes. Son projet n'est pas impérial, mais fraternel ou humaniste. Il veut la justice et le développement pour chacun. Ainsi, le régime Libyen soutient beaucoup de mouvements d'opposition au travers de l'Afrique, du monde arabe et ailleurs. Ce soutien est très mal perçu par les puissances établies, d'autant que certains mouvements sont armés. Il soutient entre autre l'ANC de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Il se fait beaucoup d'amis, mais aussi beaucoup d'ennemis. Mais pour l'Occident, il est prioritaire que son insoumission ne se propage pas. Il devient stratégique de se débarrasser de Kadhafi, ou au moins le contenir. Cela a impliqué de le rendre infréquentable. Patrick Mbéko nous relate ainsi dans son enquête sourcée tout ce qui a été tenté contre lui. Et par le mot 'tout', je veux dire tout ce qui est remonté. Et c'est déjà une liste énorme et incroyable.

Je ne vais pas tous les détailler, mais il me semble important d'aborder quelques points marquants. Pour commencer, il faut aborder ce qui est beaucoup reproché à Kadhafi : les attentats terroristes sur l'avion américain de la Panam et l'avion français d'UTA qui ont explosés en vol à la fin des années 80 et ont fait des centaines de morts. J'essaie dans la mesure du possible de ne pas nommer les personnes ou les pays incriminés, mais vous pouvez les découvrir, avec les éléments de preuves, dans le livre de Patrick Mbéko. Ainsi pendant les deux premières années des enquêtes sur le crash des avions, aucun élément ne laissait penser que la Libye avait une quelconque implication dans ces attentats. Mais, comme je vous le disais précédemment, il devenait stratégique pour une grande puissance de rendre Kadhafi infréquentable. Les enquêtes ont été alors réorientées à charge contre la Libye. Des services secrets ont usé de leur influence pour amener des éléments suspects, jusqu'à fabriquer des preuves. Kadhafi ne s'est pas laissé faire et a pris le temps nécessaire pour obtenir les garanties que les faits puissent être jugés de manière impartiale. Cela a pris des années de longues négociations et

cela a amené des concessions. La Libye a dû subir un blocus international de plusieurs années qui lui a engendré des pertes de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Elle a ainsi consenti à indemniser les victimes en échange de la levée du blocus mais sans la reconnaissance de son implication. Le procès pour l'avion américain a fini par aboutir à la condamnation d'un seul accusé assortie de la reconnaissance que le procès avait bafoué les droits de l'accusé. Le condamné a été libéré pour raison humanitaire, car il était en mauvaise santé et l'appel n'a pas eu lieu. En d'autres termes, tout le monde diplomatique et du renseignement savait que la Libye et les Libyens étaient innocents mais la face des accusateurs était sauvée car la procédure s'était arrêtée sur une condamnation. Mais Kadhafi n'en est pas resté là. Une fois les relations normalisées avec la communauté internationale, il a exigé que des compagnies pétrolières qui avaient de juteux contrats en Libye paient symboliquement la dernière tranche des indemnités aux victimes. Ensuite, il y a eu l'affaire des infirmières bulgares. Des dizaines d'enfants sont morts dans un hôpital libyen où travaillaient des étrangers, dont des infirmières bulgares, qui se sont retrouvées condamnées dans des conditions douteuses. Une forte mobilisation internationale a demandé la libération de ces infirmières. Kadhafi, en redoutable négociateur, a demandé alors un traitement similaire à ce qui a été imposé pour les ressortissants libyens : soit 10 millions de dollars par enfant décédé contre la libération des infirmières bulgares. Car la Libye avait été contrainte de payer 10 millions de dollars par passagers victimes dans les attentats des 2 avions pour faire libérer ses ressortissants innocents et normaliser ses relations avec la communauté internationale. La Libye a finalement obtenu que les familles des enfants victimes soient indemnisées par une puissance occidentale.

Ainsi Kadhafi, avec le temps, arrivait à faire accepter ses positions, aussi gênantes soient-elles pour les dirigeants occidentaux.

Il faut savoir que Kadhafi a fait face à des agressions très violentes qui ont eu des dommages collatéraux, comme la mort d'une de ses filles lors du bombardement de sa résidence en 1986. Des occidentaux, en nombre, ont également été victimes collatérales en d'autres occasions...à découvrir dans le livre de Patrick Mbéko.

Maintenant, il faut voir le bilan intérieur de Kadhafi, et c'est à peine croyable. L'enquête nous informe que l'eau et l'électricité étaient gratuites pour une consommation courante, les soins médicaux quasiment gratuits, l'essence coûtait 15 fois moins cher qu'en France pour tout le monde (8 centimes le litre), l'éducation gratuite, même à l'étranger grâce à des bourses. L'État Libyen octroyait des prêts à toute la population pour l'achat d'un logement sans intérêt et sans échéancier. Et tout cela en ayant subi un embargo. D'autres mesures étaient en préparation et ont été annoncées au début de l'insurrection. Il me semble que les Gilets Jaunes en France aimeraient pouvoir profiter d'un tel traitement. Sur le plan purement économique, Kadhafi a constitué un stock d'or de 144 tonnes, n'a pas fait de dettes et a constitué des fonds souverains d'une valeur de près de 200 milliards de dollars, pour son pays dont la population était, alors, de 6 millions d'habitants. Bien que cela ne figure pas dans le livre, je vous donne ci-après, à titre de comparaison, le bilan

des dirigeants français, pendant la période de pouvoir de Kadhafi, pour un pays de 65 millions d'habitants. Les dirigeants français ont donné le pouvoir monétaire aux banques privées, ce qui a pu entraîner un endettement du pays à hauteur de plus de 2000 milliards de dollars, ont vendu 737 tonnes d'or, ainsi que la plupart des entreprises d'État qui étaient des fleurons dans l'électricité, le gaz, l'eau, le pétrole, la banque, les télécommunications, l'ingénierie, les autoroutes ....

Vous apprendrez que Kadhafi était un musulman pieu mais n'a pas été dupé par les terroristes qui se cachent derrière une religion. C'est lui qui a lancé le premier mandat d'arrêt international contre le leader d'Al Qaeda... bien avant les attentats de New York.

Il est aussi décrit dans ce livre, écrit par un Africain du Congo, l'apport de Kadhafi au continent africain. Ces réalisations concrètes comme le financement d'un satellite de télécommunication, mais aussi ses investissements partout sur le continent pour que l'Afrique apprenne à transformer ses matières premières. L'auteur a bien sûr identifié la volonté de Kadhafi de donner un poids politique à l'Afrique en étant moteur dans la création de l'Union Africaine, mais surtout en préparant des institutions financières qui pourraient libérer l'Afrique de la dépendance et la soumission à des prêts usuriers interminables. L'auteur, comme beaucoup d'Africains, a de la reconnaissance envers Kadhafi qui était en train de leur offrir une sortie du long tunnel de la misère et l'exploitation. Il associe clairement cette opportunité de sortie et la chute de Kadhafi. Cet épisode confirme à l'Afrique qu'elle est toujours colonisée et envoie un message très clair à ceux qui ne seraient pas d'accord.

Enfin, l'auteur nous livre une version complètement différente de la guerre, avec les printemps arabes qui avaient pour but de mettre des régimes qui auraient toléré l'infiltration de la Libye par des milices terroristes ou mercenaires passant par leur territoire. Des moyens technologiques de manipulation de l'information ont été utilisés pour faire croire que Kadhafi attaquait son peuple alors qu'il faisait face à une attaque extérieure armée qu'il avait contenue. Il y avait moins de victimes que dans les révolutions dites non-violentes des pays voisins. L'auteur rapporte aussi les initiatives menées par la Libye pendant la guerre pour mettre fin au conflit et éviter le drame qui se produit encore actuellement. Ainsi, dès le début, Kadhafi a tendu la main aux insurgés et à la communauté internationale. Dès le début, il a fait savoir qu'il était prêt à quitter le pouvoir. Des journalistes, militaires, avocats et diplomates de plusieurs pays impliqués dans le conflit ont été avertis. Avec l'avancement du conflit, il a accepté de nombreuses concessions, comme l'organisation d'élections où toutes les parties prenantes pouvaient se présenter. Il a ensuite proposé de se retirer à la condition que le pays ne soit pas laissé aux mains des milices terroristes. Il a finalement proposé de quitter le pays sans conditions. On lui a dit oui, pour ensuite le bombarder dès son départ.

Il est possible que vous, lecteur, tombiez de haut. J'invite, en particulier les sceptiques, à vous procurer l'ouvrage de Patrick Mbéko et de comparer le traitement de l'information déversée en Occident et le travail d'un auteur Africain fait selon des pratiques rigoureuses d'investigations. Vous pourrez, par exemple, identifier qui

utilise les principes d'égarement décrits dans le chapitre précédent. Vous pourrez aussi faire vos propres vérifications.

Maintenant que vous avez les éléments nécessaires, je peux vous donner une interprétation de la signification historique et civilisationnelle de cet événement. La France s'est construite sur la rencontre d'un dirigeant et du peuple autour de valeurs de progrès pour tous en respectant chacun. Il y a eu d'abord Clovis qui s'est fait baptiser pour rejoindre le Christianisme dans son esprit originel de fraternité humaine, Charlemagne qui "invente" l'école pour tous, Saint Louis qui rendait la Justice, François 1er qui développa les arts et les lettres, Napoléon avec la concrétisation des idées de la Révolution de liberté, d'égalité, de fraternité et d'universalité, et enfin De Gaulle qui rappelle à la France que toutes ses valeurs font sa grandeur, que la souveraineté est au peuple français et que l'État doit assurer les besoins fondamentaux du peuple : éducation, santé, aléas de la vie et sécurité pour chaque individu et pris en charge par le collectif. C'est ainsi que se concrétise la notion d'État providence.

Il est intéressant de constater que le moment du départ de De Gaulle en France, coïncide avec l'arrivée de Kadhafi en Libye, en 1969. Ces deux hommes participent à la construction ou la reconstruction de leur pays sur leurs valeurs profondes qui se révèlent être universelles. Ils sont tous deux militaires et défendent leur pays et le peuple par les armes contre la tutelle étrangère. Tout d'eux seront traités de terroriste, de dictateur, tous deux subiront des tentatives d'assassinats et seront intraitables vis-à-vis des conspirateurs. Sur des valeurs humaines vertueuses, ils ont bâti la prospérité de leur pays et les pays voisins en ont profité. Mais la France après De Gaulle a perdu la convergence entre le peuple et son dirigeant sur la destinée du pays. Un ennemi invisible et réduit à être inoffensif sous de Gaulle s'est infiltré et a pris le pouvoir, l'idée de profiter de l'autre par la ruse et la domination, incarnée dans l'usure. Les dirigeants successifs s'offrent, et la France avec, à la finance usurière. Le pays s'est appauvri moralement puis économiquement, et est désormais à la merci de la haute finance apatride. De l'autre côté de la méditerranée, Kadhafi avait identifié le mal qui rongait son continent mais aussi l'Occident et une grande partie du monde. Avec son tout petit pays, dont la culture musulmane connaît l'interdit de l'usure, il s'est préservé et a développé son pays. Il était en passe de secourir l'Afrique et attendait que le monde arabe réponde à sa main tendue. La France était invitée à partager la prospérité. Mais, il a manqué à la France l'humilité de reconnaître sa faiblesse morale et économique. Son dirigeant, fort mal entouré, a voulu et exigé beaucoup, de suite. La France a espéré qu'en tuant la poule aux œufs d'or, on aurait l'argent pour cacher nos faiblesses. Mais on les a exposées. Nos représentants ont calomnié, menti et pactisé avec des opposants non représentatifs, des terroristes apatrides et ont marché sur le droit international. Les conséquences ont été la destruction d'un pays, le désespoir d'un continent et la perte de l'allié qui a l'antidote à notre mal. La France s'est assise sur ses valeurs de justice, de dialogue, de fraternité, d'humanisme, d'universalité et du respect du droit. Tout cela pour le plus grand profit d'intérêts dominateurs apatrides qui mettent, entre autres, la France à genoux. Les

représentants Français ont tué l'esprit qui animait la France, et, le peuple a donné son consentement. Les représentants ont fait un crime contre la civilisation et le peuple a laissé faire. Il ne peut y avoir de salut sans cette prise de conscience.

Pourtant les signaux d'alerte étaient grands. D'abord par la loi sur la fin de la liberté d'expression du 13 Juillet 1990. Ensuite par l'annulation en 2008 de la décision du peuple de rejeter la constitution de l'Union Européenne en 2005. Et ce que nous avons fait en Libye n'est pas un accident. Malheureusement, la France a continué après la Libye, malgré un changement de représentants, en s'attaquant à la Syrie. Elle a calomnié le président Bachar El Assad en place et encouragé et soutenu des opposants dont on ne connaît rien, dans l'hypothèse la moins dévalorisante. Je vous cite notre ministre des affaires étrangères, le chef de la diplomatie française: "je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire: M. Bachar el-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre". Allons-nous laisser faire encore longtemps? Le mal nous ronge toujours. Nous avons perdu nos valeurs et les mots qui les désignent sont utilisés pour attaquer ceux qui pourraient nous aider. Voilà l'inversion. Les populaces ont pris le dessus sur le peuple. Mais maintenant les forces de prédation qui se sont abattues sur le peuple libyen sont en train de s'abattre sur le peuple français et l'Europe. Le traité CETA donne le cadre légal pour que la prédation se fasse sans que l'on s'en rende vraiment compte et sans que l'on puisse réagir. On constate peu à peu que les fins de mois sont de plus en plus difficiles et pour de plus en plus de monde. C'est un transfert progressif et inéluctable. La maison France s'effondre parce qu'elle n'a plus de fondations. Des réformes ne changeront rien. Car celles-ci sont menées par des représentants fantoches qui ne bouchent que les fissures de la façade. Fantoche, ce même sobriquet qu'on a attribué aux empereurs romains après la mort d'Aetius, car ils n'avaient pas le pouvoir. Ils étaient devenus les marionnettes de l'armée. Aujourd'hui, le pouvoir qui contrôle nos dirigeants est la haute finance usurière et nous en sommes rendus à admettre qu'il faut réformer et que c'est forcément douloureux. Mais ce n'est que la loi de l'exponentielle de l'usure, il faut toujours plus à ceux qui ont énormément. Ces gens ont maintenant les moyens de vous égarer et de vous faire admettre n'importe quoi. Une guerre, des réformes, des contradictions, l'inversion. Quand la réforme répond à un besoin de justice, ce n'est pas douloureux. Celui qui en profitait trop avant accepte qu'un profit injuste ne puisse pas être éternel. Mais il faut prendre le soin d'expliquer. Pour les autres, c'est un progrès et l'ancien profiteur doit y être convié au même titre que les autres. Si c'est encore douloureux pour certains, c'est qu'il y a d'autres injustices sous-jacentes. Laisser la liberté aux plus forts de soumettre les faibles est une injustice. Il faudra bien un jour discuter de la nécessité du libre échange, même si certains devront réduire la croissance de leur fortune. Dans le cas contraire, vous serez mis en concurrence avec ceux qui n'ont pas de congés, pas de retraites, pas de soins, pas d'éducation, pas de solidarité. Et vous devrez vous aligner pour survivre. La norme sera la misère. Il y a là un antagonisme profond entre les aspirations historiques du peuple français et l'objectif central de l'Union Européenne qui impose le libre échange et la

confiscation du pouvoir monétaire. Quand va-t-on se demander où est l'erreur? Un jour, il faudra dire stop, mais ce n'est pas sur une réforme particulière qu'il faut porter notre effort, c'est sur l'injustice et la négation de nos valeurs essentielles. Et la plus criante, la plus visible et la plus désintéressée est l'injustice qu'a subi la Libye et son dirigeant. Nous devons dire que nous ne consentons pas à ce qui s'est passé. Nous devons considérer la situation avec justice. Notre salut ne peut pas venir d'ailleurs. Reconnaître, comprendre et réparer est le chemin qui rendra la dignité à la Libye, mais aussi à nous-mêmes. Nous retrouverons nos valeurs et pourrons construire la prospérité. Vous en doutez? Regardons encore une fois notre Histoire. Pour d'obscures raisons, les dirigeants français en 1830 ont décidé de coloniser l'Algérie. Devant la résistance inattendue de la population et de leurs chefs, les militaires français ont ravagé le pays, détruit tout espace verdoyant pour que les résistants n'aient plus d'endroits où se cacher et où se nourrir. Le peuple français, dont je ne sais pas à quel point il était au courant, laissa faire ces pratiques inhumaines jusqu'à l'abandon de la lutte par les algériens en 1847. En France, la misère régnait. Le peuple se souleva en 1848 pour demander un régime social et démocratique. De même que l'on avait envoyé l'armée mater la résistance algérienne, de même lui confia-t-on la tâche de mater le peuple de Paris. Ce fut un massacre de plusieurs milliers de morts. On envoya les survivants en grand nombre au bagne et on laissa le reste du peuple méditer sur sa misère. C'est peu après que Victor Hugo prononça à la chambre des représentants son discours historique sur la misère et il rédigea dans les années suivantes son roman "Les Misérables". Il planta une graine pour nous sortir de cette misère qui était présente à l'époque et vers laquelle nous nous dirigeons à nouveau. Si vous laissez votre voisin se faire maltraiter, la maltraitance s'installe et vous serez ensuite maltraité. On a laissé faire pour la Libye et nos dirigeants ont voulu recommencer en Syrie. Eh bien, ne vous étonnez pas que le CETA nous tombe dessus, parce que les dirigeants qui s'en sont pris à la Libye et la Syrie sont maintenant aux commandes du conseil constitutionnel, l'institution garante du respect de la constitution française. Il est probable que très peu de monde a lu ce texte, mais le conseil constitutionnel, dont c'est la mission, l'a lu et nous a pourtant assuré que le CETA respectait la constitution. Pour ceux qui ne comprennent pas la trahison du texte CETA, je vous invite à lire ou relire le chapitre traitant ce sujet. Nos ancêtres ont laissé leurs dirigeants massacrer en Algérie, mais nos dirigeants ne valent pas mieux et nous les avons laissé encore faire et aujourd'hui ils valident notre colonisation financière. Amis français, renseignez-vous sur notre Histoire avec l'Algérie. Amis Algériens, racontez votre Histoire et rappelez aux Français que la France a recommencé en Libye. Comprenez que cela va mal finir. Il est nécessaire de refuser ces actes. Et je ne me contente pas de vous appeler à réagir, je propose dans ce livre des solutions concrètes qui sont abordées dans un chapitre ultérieur. Mais il faut comprendre que le sujet doit être abordé et statué par tous les Français. Pensez à une famille où le père de famille violente un des enfants régulièrement, au point d'entraîner des séquelles physiques et psychologiques sur l'enfant. Mais le père dit qu'il fait ça par amour. Croyez-vous que la famille est fonctionnelle? Croyez-vous que les autres enfants pourront devenir des personnes équilibrées si

personne ne dit rien. Il est nécessaire qu'une voix face savoir à toute la famille que le comportement du père est profondément malsain. Les langues se délieront et des solutions pourront être envisagées. En 1848, dans un premier temps, la révolte avait grondé. Comme un général qui avait une réputation d'avoir tué des innocents parisiens allait être nommé pour mater l'insurrection, la garde nationale a refusé d'obéir. Le dirigeant politique de l'époque démissionna. Des mesures favorables ont été accordées à tous les peuples d'Europe par crainte de ne réussir à contenir leur colère. Simplement parce que la garde nationale en France a dit "non" à obéir à un boucher. Si la vie des Algériens avait pu être considérée au même titre que celle des Français, la garde aurait aussi refusé d'obéir au général fraîchement débarqué d'Algérie qui s'est occupé des Parisiens quelques mois plus tard. Attention, je parle au conditionnel, je ne sais pas comment la garde nationale considérerait un Algérien. Il est possible que les soldats qui la composaient ne savaient pas ce qui se passait en Algérie. Je dis que si le même raisonnement avait pu être appliqué sur le comportement d'un général vis-à-vis des Algériens que sur le comportement du premier général vis-à-vis de Français, les soldats auraient aussi refusé d'obéir à la personne qui a ensuite déclenché le massacre des Parisiens.

Pour conclure, ce qui est essentiel est d'abord de formuler ensemble que ce qu'il s'est passé avec la Libye est contraire à ce que nous sommes. Les victimes doivent le savoir, mais aussi les dirigeants, les représentants, les journalistes et aussi nos alliés.

Je vous laisse méditer des paroles de la chanson "Né En 17 à Leidenstadt" de Jean-Jacques Goldman écrite en 1990 qui se demande ce qu'il aurait fait dans un contexte de crime de guerre.

*"On saura jamais c'qu'on a vraiment dans nos ventres*

*Caché derrière nos apparences*

*L'âme d'un brave ou d'un complice ou d'un bourreau?*

*Ou le pire ou le plus beau ?*

*Serions-nous de ceux qui résistent ou bien les moutons d'un troupeau?*

...

*Et qu'on nous épargne à toi et moi si possible très longtemps*

*D'avoir à choisir un camp"*